LE JOUR, 1950
26 OCTOBRE 1950

UNE ETRANGE QUERELLE

La Syrie ne veut rien acheter chez nous (biens ou services) et elle s'étonne que nous nous défendions en n'achetant pas chez elle.

Le système, en fait à sens unique, qu'elle pense pouvoir instituer est déraisonnable. Et la Syrie ne nous offre que des produits agricoles (ou de l'industrie agricole) parmi les plus abondants et les plus communs dans l'univers.

Les Libanais vont librement en Syrie et y dépensent ce qui leur plaît. Mais il ne plaît pas à la Syrie que ses ressortissants en fassent autant. Elle veut réglementer leur train de vie par rapport à nous, de peur qu'ils ne fassent des folies. Comme s'ils n'étaient pas assez grands garçons pour défendre leur argent et le patrimoine paternel.

La Syrie pense pouvoir vivre en vase clos et se passer de ses voisins. Nous pensons que la nature des choses et le siècle défendent ces fantaisies sans horizons et sans joie.

L'interdépendance éclate partout tandis que la Syrie veut fermer ses portes et se débrouiller dans la solitude.

Cette façon de voir du Gouvernement syrien se traduit à notre égard par une attitude délibérément déplaisante et agressive, cependant que, depuis un an ou presque, nous comptons les coups sans les rendre, en bons enfants que nous sommes.

Mais ne fera-t-on pas ici, à dix reprises s'il le faut, le discours nécessaire pour rétablir la vérité ?

C'est la Syrie qui a rejeté les accords monétaires pour y revenir après un long et inutile retard. C'est elle qui a rompu l'union douanière. Des engagements formels pris pour le règlement de la créance libanaise n'ont pas été tenus. Et nos voisins, tentant de renverser les rôles, passent audacieusement à l'offensive pour nous imputer leurs propres torts.

Notre Gouvernement ne fera-t-il pas un effort plus sérieux pour rafraîchir les mémoires engourdies ou qui feignent de l'être ? Nous avons manqué toutes les occasions de dénouer les difficultés à notre profit. Et c'est à bon droit qu'on peut reprocher au Gouvernement libanais d'être, depuis longtemps, dans un état de léthargie.

Nous nous sommes évertués à répéter à la Syrie que le retour à la parité monétaire entre sa monnaie et la nôtre dépendait d'elle seule ; et voici à présent qu'elle y est par ses propres moyens. Elle rejetait pourtant sur nous ses malheurs, et elle nous en attribuait tout le tort. Maintenant que la parité est à peu près retrouvée, si cette parité est jamais de nouveau compromise ou perdue, nos voisins admettront, il faut le croire, que ce sera leur faute et non point la nôtre. Ils sauront qu'il dépend d'eux seuls de défendre leur monnaie ou de la laisser choir. C'est bien à eux de donner à cette monnaie ce qui peut lui manquer de densité et de consistance.

Retenons avec satisfaction qu'en rendant un véritable service à leur pays, des députés syriens, parlant à la Chambre syrienne, nous ont rendu témoignage. Homs et Safita ont été plus sensibles aux réalités libanaises que Damas. Nous ne nous en étonnerons pas.

Mais nous, Libanais, si bien portants que nous soyons malgré quelques apparences, et Dieu merci nous le sommes, nous ne ferons pas à notre Gouvernement des compliments qu'il ne mérite pas. Car c'est dans l'anarchie des idées qu'il évolue et dans l'absence des plans qu'il travaille.

Il y a très peu de temps encore, il disposait d'une situation très supérieure à celle d'aujourd'hui. Il l'a laissé s'effriter avec une incroyable légèreté.

L'empirisme qui, chez nous, est la règle nous a valu une suite d'omissions, d'erreurs et de faux pas. Nous en sentons aujourd'hui les conséquences et nous nous apercevons du tort que peut faire une politique paresseuse, incohérente et sans clairvoyance

Les Libanais se défendent individuellement, par de magnifiques réactions de l'instinct de conservation et de l'intelligence. Mais la machine gouvernementale au Liban est devenue ce qu'elle est : une sorte de maison de retraite d'où l'on ne sort plus.